

"2014 : Année internationale de l'agriculture familiale" : effet d'annonce ou brèche pour changer les modèles actuels de production ?

En Novembre dernier, l'année 2014 a été proclamée « année internationale de l'agriculture familiale » par l'Assemblée générale des Nations Unies. Pendant que de nombreux dirigeants et institutions s'efforceront pendant 12 mois de remettre l'agriculture familiale au cœur des politiques agricoles et de sensibiliser le public à ses enjeux par le biais d'évènements aux quatre coins de la planète, nombreux sont les militants environnementaux et organisations de solidarité internationale à être sceptiques sur la réelle plus-value de cette mise en lumière conjoncturelle. Alors effet d'annonce ou brèche pour changer les modèles actuels de production ? Regards sur un des thématiques clé de SOLIDARITÉ en proie à de nombreuses menaces...

L'agriculture familiale n'est pas une nouvelle mode développementaliste ou une lubie de quelques nostalgiques de l'avant modernité : c'est une nécessité économique, sociale et environnementale.

Tout d'abord, qu'entend-on par agriculture familiale ?

Comme son nom l'indique, l'agriculture familiale repose sur la famille comme détentrice des terres et productrice, en vue d'assurer son autonomie alimentaire et fournir le marché local. Bien que le pilier soit le même, son expression revêt des réalités très diverses, de la grande exploitation d'une centaine d'hectares comme nous la connaissons en France, au petit lopin de subsistance en Afrique, en passant par le paysan en quête de terre en Inde.



Aujourd'hui, l'agriculture familiale souffre d'un déficit de légitimité auprès des décideurs politiques et même du grand public, car associée à de l'archaïsme et à une faible efficacité économique. Qui n'a en effet jamais entendu dire que ce n'est pas avec la « petite » agriculture faiblement mécanisée et productive que l'on va réussir à nourrir la planète ? D'ailleurs, l'aide publique au développement s'est peu à peu détournée du secteur agricole au cours des dernières décennies : elle ne représente aujourd'hui que **2% des fonds alloués aux**

pays du Sud, contre 16% en 1980, et rares sont les subventions au secteur agricole qui profitent à l'agriculture familiale.

Or, non seulement le postulat de base est complètement faux (l'agriculture familiale est tout à fait à même de nourrir le monde), mais la voie dans laquelle on est entrés semble sans issue et dangereuse. En effet, aujourd'hui plus que jamais, investir pour l'agriculture familiale est nécessaire pour réduire la pauvreté, les inégalités et les déséquilibres environnementaux.

Explication des vertus d'un modèle mal connu.

L'agriculture familiale repose, tout d'abord, sur une main d'œuvre nombreuse, à même de mettre en valeur les terres : elle est créatrice d'emplois et génératrice de revenus. Par ailleurs, en étant ancrée dans son territoire et en utilisant des méthodes respectueuses de l'environnement, l'agriculture familiale contribue au dynamisme des espaces ruraux, à une gestion raisonnée des ressources et à la conservation de la biodiversité agricole et des écosystèmes. Enfin, en échappant au caractère injuste de la finance de marché et de la spéculation sur les denrées alimentaires, elle résiste à **la volatilité des prix** et contribue à garantir **la sécurité alimentaire** des pays en développement.



Selon le [dernier rapport de la FAO](#) sur « la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture », les pays ayant une forte orientation agricole de leurs dépenses publiques ont de faibles taux de malnutrition, et à l'inverse, les pays avec de faibles investissements publics dans l'agriculture présentent de forts taux de malnutrition. Le verdict est donc sans appel : face à la croissance démographique et à la hausse de la demande mondiale en nourriture, **l'agriculture familiale constitue le seul remède contre l'insécurité alimentaire et les famines meurtrières.**

Pourquoi, dans ce cas, les pays du Sahel, qui se caractérisent encore par un nombre significatif de petites exploitations familiales, sont aussi les plus touchés par la malnutrition ? Parce que les problèmes d'insécurité alimentaire ne sont pas liés à l'insuffisance de la production mais à des problèmes de revenus, de choix de systèmes de culture, accès à l'alimentation, eux même fortement dépendant des politiques en matière d'accès à la terre, d'échanges commerciaux, de subventions des produits. Tout un ensemble de mesures qui

doivent accompagner l'agriculture familiale afin qu'elle puisse pleinement jouer son rôle nourricier.

Le succès de l'agriculture familiale ne se fera pas sans un changement radical des politiques nationales et internationales en matière d'échanges commerciaux, d'accès au foncier et de régulation des prix.

PAC et OMC ; quand la libéralisation du commerce agricole tue à petit feu les exploitations familiales

Trop souvent, on oublie certains paramètres dans les politiques de maintien d'une agriculture familiale. Prenons l'exemple de certaines cultures d'Afrique de l'Ouest. L'accès à la terre et les débouchés y sont parfois garantis pour les familles de producteurs, mais la production s'inscrit uniquement dans le cadre de filières d'exportation (café, cacao, coton, banane), **limitant ainsi les possibilités de souveraineté alimentaire et menaçant directement les revenus de la famille lorsque les cours s'effondrent sur le marché international.** Il suffit d'un choc, un effondrement des prix par exemple, un changement des modes de consommation ou des politiques européennes, pour que les producteurs perdent leur unique source de revenus, et plongent dans la misère, d'autant plus que les effets dévastateurs d'une monoculture gourmande en intrants chimiques sur la fertilité des sols n'est plus à prouver. Les exemples de ce type abondent pour illustrer l'échec du modèle actuel.



Si les agricultures familiales, on l'a vu, détiennent un potentiel immense pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, équité sociale et protection de la biodiversité, il est indispensable, pour exploiter ce potentiel, que les États définissent et appliquent des politiques agricoles et commerciales **radicalement différentes** de celles en vigueur à l'heure actuelle, au premier rang desquelles les règles du commerce international.

Les soulèvements populaires doivent imposer l'avènement d'un nouveau système

Sous l'égide de l'OMC, qui fêtera prochainement ses 20 ans, la priorité a été jusqu'ici donnée à l'importation/exportation, au détriment du commerce local et de l'agriculture familiale.¹ Comme conséquence directe, entre 2003 et 2010, l'UE a perdu **20% de ses exploitations agricoles, familiales** pour la plupart. Dans ce contexte de libéralisation des échanges de produits agricoles et de concentration de la production dans de grandes exploitations au Nord et au Sud, la part de l'alimentation provenant des importations s'est accrue et la volatilité des prix des aliments affecte au quotidien les populations urbaines et rurales. Un peu partout dans les pays du Sud, on a vu éclater ces dernières années des « émeutes de la faim », véritables signaux de désespoir des populations qui ne pouvaient plus accéder aux produits alimentaires de base, en raison d'une hausse incontrôlable des prix.

Aussi, les institutions et les citoyens devraient s'emparer de l'opportunité que constitue l'année internationale de l'agriculture familiale pour remettre en cause l'ensemble des règles qui ont contribué à créer un système injuste et pour lutter contre le phénomène grandissant des accaparements de terres. Sinon, ce seront les paysans et non la malnutrition qui risquent de disparaître.

SOLIDARITÉ et l'agriculture familiale : agir à tous les maillons de la chaîne

Les projets de SOLIDARITÉ visent à agir sur toutes les dimensions de l'agriculture familiale que nous venons de mentionner.

Tout d'abord l'accès à la terre.

En soutenant l'association [Ekta Parishad](#) dans son [combat pour la redistribution des terres](#) en Inde, notamment via des marches pacifistes, en participant au collectif citoyen contre l'accaparement des terres et en organisant régulièrement des événements de sensibilisation autour de la thématique du droit foncier, SOLIDARITÉ s'efforce de mettre en lumière et de combattre les inégalités criantes en matière d'accès à la terre.

Ensuite, donner aux paysans les moyens de produire localement.

Puisqu'avec une terre mais sans accès aux semences traditionnelles et aux méthodologies alternatives au modèle productiviste actuel, le combat semble vain, SOLIDARITÉ appuie ses partenaires dans la diffusion d'intrants naturels et la formation à l'agriculture biologique. Mené par [Navdanya](#) dans le nord-est de l'Inde, le projet [« Les graines de l'espoir »](#) vise à

¹ Note de l'association : Bien qu'une opportunité est possible avec l'acceptation de la réalisation par l'Inde d'un stock de sécurité alimentaire lors de la dernière conférence de Bali. Cela représenterait une brèche pour les PED pour modifier les règles internationales à ce sujet.

améliorer les moyens de subsistance durable des petites communautés paysannes, via la préservation des semences traditionnelles. Dans le sud de l'Inde, [le projet Bio-écoles](#) permet à des élèves de créer des potagers ce qui leur permet de mieux comprendre l'importance d'une alimentation saine.

Créer des débouchés pour les cultures vivrières locales

Outre l'appui que SOLIDARITÉ offre à ses partenaires pour revenir aux cultures vivrières, plus nourricières et respectueuses de l'environnement que les cultures d'exportation, l'association les aide à réfléchir sur les alternatives de transformation et commercialisation des produits agricoles locaux. C'est dans cette optique que le projet de valorisation des céréales locales au Sénégal a été mis en place. L'objectif de [ce projet](#) est de substituer les céréales locales au blé dans la production de pains et galettes (entre 30% et 50% de substitution sont possibles grâce à nos techniques spécifiques), ce qui permet d'ouvrir des débouchés aux productions de céréales des paysans locaux.

Sensibiliser les décideurs et le grand public à la nécessité de sauver l'agriculture familiale

En s'engageant dans des collectifs et campagnes de sensibilisation aux côtés de ses partenaires du Nord et du Sud et en organisant des « [Apéros Thématiques](#) » ou autres événements de conférence/débat, Solidarité est consciente du fait que le changement global de modèle agricole ne pourra faire l'économie d'une sensibilisation adéquate, pour un renversement des mentalités. Grâce à l'appui précieux de ses experts bénévoles, l'association renforce jour à près jour son plaidoyer autour de l'accès à la terre, des politiques agricoles et commerciales et de la diffusion des modèles de production communautaires et biologiques. C'est dans cette optique que l'association est impliquée dans le groupe PAC 2013 pour une réforme de la politique agricole commune qui préserverait l'économie agricole des pays du sud.

Le travail de SOLIDARITÉ et de milliers d'autres organisations de la société civile engagées dans l'agriculture familiale, témoigne du fossé grandissant entre la prise de conscience du changement nécessaire de paradigme et les politiques actuelles, toujours enserrées dans le carcan d'un modèle qui a fait la preuve de son inefficacité à résoudre les problèmes d'alimentation dans le monde. L'année internationale de l'agriculture familiale pourrait être l'opportunité de renverser la tendance. Saisissons-là !

Pour en savoir plus sur les projets de SOLIDARITÉ, [cliquez ici !](#)

Pour soutenir les projets prioritaires, [cliquez ici !](#)

Justine, bénévole pour SOLIDARITÉ